

IRAK

72 morts dans l'attentat-suicide le plus meurtrier depuis 15 mois

L'attentat le plus meurtrier depuis un an et demi en Irak a causé la mort de 72 personnes dans la région de Kirkouk, rappelant que les progrès en matière de sécurité restent fragiles à moins de 10 jours du retrait américain des villes du pays.

L'attentat, qui a ravagé le centre de la ville en détruisant plus de 80 maisons, a été attribué par les autorités locales au réseau Al-Qaïda et provoqué la colère des habitants turcomans de cette localité traditionnellement paisible. Un kamikaze a fait exploser son camion bourré d'une tonne d'explosifs, selon la police, dans une rue du centre ville.

"Le bilan de l'explosion de l'attentat suicide au camion piégé d'hier (samedi) à Taza est aujourd'hui de 72 martyrs", a affirmé le chef de la police de la grande banlieue de Kirkouk, le général Sarhad Qadir. Le bilan des blessés est de plus de 200, selon lui. Le Dr Ibrahim Mohammed Jassem, un médecin à la morgue à Kirkouk, a confirmé ces chiffres. La Croix-Rouge internationale (CICR) a, de son côté, envoyé une tonne de matériel médi-

cal à l'hôpital Joumhourî de Kirkouk, selon Dibeh Fakhr, la porte-parole du CICR en Irak.

«Il est probable que le bilan augmente encore car les opérations de recherche ne sont pas terminées», a insisté le Dr Jassem. «La plupart des victimes sont des enfants, des personnes âgées ou des femmes sans défense qui représentent une cible facile pour les terroristes», a affirmé à l'AFP le gouverneur de Kirkouk, Abdel Rahman Moustapha. «Le terrorisme n'a pas été entièrement éliminé même s'il a été affaibli grandement.»

«Ils veulent planter les graines de la discorde confessionnelle au sein du peuple irakien», a-t-il condamné, précisant qu'une commission d'enquête avait été établie.

Dans la matinée, la défense civile ira-

kienne poursuivait ses recherches dans les décombres des maisons, aidée par des soldats américains. «Quatre-vingts maisons ont été détruites par le souffle de l'explosion. Les dégâts sont très importants dans les magasins, les cafés et les bâtiments administratifs», a affirmé le lieutenant de la défense civile Saâd Mahmoud, sur les lieux de l'attentat. Les habitants erraient hier au milieu des décombres tentant de récupérer quelques biens dans leurs maisons de terre cuite détruites, trouvant ici et là quelques vêtements alors que les sauveteurs dégageaient les gravats à la pelle ou même à mains nues. Tous exprimaient des sentiments mêlés de désolation et de rage.

«Ce n'est pas la première fois que les Turcomans sont des cibles. Partout à Tal Afar, Touz Khormatou, Daqouq, Amerly, Kirkouk, nous sommes visés», enrageait Hassan Ghaib, qui a perdu son frère, sa belle-sœur et trois de leurs enfants.

«Jusqu'à quand pleurera-t-on nos

morts. Qui nous protège ? Pourquoi les terroristes s'attaquent à nous ?», a-t-il encore lancé, la voix remplie de colère.

«Taza est sinistrée par cette explosion qui a détruit nos familles, nos vies, nos maisons. Voilà le vrai visage des terroristes ! Ils s'attaquent aux innocents dans leurs maisons !» a repris un autre habitant, Majid Chaker, 58 ans. Selon lui, plusieurs familles du quartier ont été décimées par l'attentat. «Toute la famille Zamane, 17 membres en tout, a été tuée. Seul un enfant de 5 ans, Hussein, a survécu car il se trouvait en dehors de la maison», a raconté l'homme. "Un enseignant en religion, le mollah Hussein Tazli, 71 ans, a été tué avec les 12 membres de sa famille", a-t-il encore poursuivi. Selon les termes d'un accord de sécurité conclu en novembre 2008 entre l'Irak et les Etats-Unis, les troupes américaines doivent se retirer au plus tard le 30 juin des villes irakiennes, première étape d'un désengagement total prévu fin 2011.

MALAWI L'ex-président, inculpé pour corruption, empêché de quitter son pays

L'ancien chef de l'Etat du Malawi et opposant Bakili Muluzi, inculpé de corruption, s'est vu confisquer son passeport et son billet pour la Grande-Bretagne où il comptait se rendre pour passer des examens médicaux, ont indiqué hier des sources judiciaires.

«Nous avons saisi le passeport de M. Muluzi pour pouvoir enquêter sur certaines affaires», a déclaré à l'AFP le chef du Bureau anticorruption (ACB), Alex Nampota, expliquant qu'en quittant le pays l'ancien président risquait de s'enfuir.

M. Muluzi devait partir hier vers la Grande-Bretagne où il reçoit régulièrement des soins pour une maladie dont la nature est restée secrète.

L'ancien président avait été inculpé en février de corruption pour le détournement présumé de 12 millions de dollars (9,5 millions d'euros) d'aide et de fonds publics quand il était à la tête de l'Etat (1994-2004). Un total de 86 chefs d'inculpation ont été retenus contre lui dans ce dossier.

Le chef de l'ACB a indiqué avoir également obtenu l'autorisation de saisir les biens de M. Muluzi dans le but de pouvoir «récupérer l'argent».

L'ancien président s'est dit «perturbé et surpris» qu'on l'ait empêché de «de rendre à l'hôpital pour une intervention compliquée». «Je ne pense pas que le pays devrait traiter ainsi ses anciens dirigeants», a-t-il dit au journal *Sunday Nation*.

Téhéran durcit le ton contre Londres, expulse un correspondant de la BBC

Téhéran a durci le ton hier contre la Grande-Bretagne, accusée de «complot» et d'«ingérences» dans les affaires iraniennes et décidé d'expulser le correspondant de la BBC en Iran pour soutien aux manifestants qui contestent les résultats de la présidentielle.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, dont la victoire électorale du 12 juin est remise en cause lors de manifestations quasi-quotidiennes, a demandé hier à Londres, mais aussi à Washington, de cesser leurs «ingérences» dans les affaires intérieures iraniennes.

«Ce n'est pas en tenant des propos hâtifs que vous entrerez dans le cercle des amis de la nation iranienne, a déclaré M. Ahmadinejad sur son site internet. Pour cette raison, je vous demande de cesser vos ingérences.»

Jon Leyne, correspondant permanent de la BBC à Téhéran, a reçu l'ordre des autorités de quitter le pays sous 24 heures, pour avoir «soutenu» les émeutiers, a rapporté hier l'agence Fars, proche du gouvernement.

A Londres, la BBC a confirmé l'information précisant, toutefois, que son bureau à Téhéran resterait ouvert. L'Iran a, par ailleurs, adressé un avertissement à l'ensemble des médias britanniques.

«Si les différents réseaux radios et télévisions britanniques continuent d'interférer dans les affaires intérieures de notre pays en diffusant des informations mensongères ou inexactes de l'Iran, ou d'ignorer l'éthique internationale en matière de journalisme, il y aura d'autres mesures de rétorsion», a déclaré le ministre de la Culture et de la Guidance islamique, Mohammad Hossein Safar Harandi. Les autorités iraniennes accusaient depuis plusieurs jours la BBC, ainsi que des médias occidentaux non identifiés, de soutenir

la contestation.

Outre la BBC, les médias britanniques encore présents en Iran sont le quotidien *Financial Times* et l'agence Reuters (texte et TV). Hier également, le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a accusé Londres d'avoir comploté contre le scrutin présidentiel. «La Grande-Bretagne a comploté contre l'élection présidentielle depuis plus de deux ans», a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec des diplomates étrangers, cité par la chaîne officielle satellitaire de langue anglaise, Press TV. «Nous avons observé un afflux de Grande-Bretagne avant les élections», a-t-il avancé, évoquant la présence «d'éléments liés aux services secrets britanniques». La Grande-Bretagne «voulait que personne n'aille voter», a-t-il ajouté, «c'était la ligne des médias britanniques».

La Grande-Bretagne a nié «catégoriquement» ces accusations. «Je rejette catégoriquement

l'idée que les manifestants en Iran sont manipulés ou motivés par des pays étrangers», a déclaré hier le secrétaire britannique au Foreign office, David Miliband.

«Le Royaume-Uni est catégorique sur le fait qu'il revient au peuple iranien de choisir son gouvernement, et aux autorités iraniennes de garantir l'impartialité des résultats (de la présidentielle) et la protection de leurs concitoyens», a-t-il ajouté.

Les autorités iraniennes ont plusieurs fois dénoncé l'influence britannique sur les manifestations en Iran, les plus importantes depuis la fondation de la République islamique en 1979. Vendredi, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, s'en était déjà pris à Londres, affirmant que le gouvernement britannique avait montré «son vrai visage».

Londres avait alors convoqué le chargé d'affaires iranien et qualifié les propos d'Ali Khamenei d'«inacceptables».

NIGERIA

Le Mend attaque deux oléoducs

Le principal groupe armé dans le sud pétrolier du Nigeria, le Mouvement d'émancipation du delta du Niger (Mend), a attaqué hier à l'aube deux oléoducs de Shell et revendiqué une troisième opération que la compagnie anglo-néerlandaise a démentie.

Dans un courriel, le Mend a annoncé avoir attaqué à 2h30 (1h30 GMT) un «important oléoduc» à Adamakiri, puis un autre une demi-heure plus tard à Kula, tous deux dans l'Etat de Rivers.

Interrogé par l'AFP, un responsable de Shell au Nigeria a confirmé ces attaques, sans donner plus de précisions dans l'attente d'une inspection sur place. Selon le même responsable, la production ne serait pas trop affectée.

Shell a toutefois démenti une troisième attaque à l'aube revendiquée par le Mend. Sous couvert de l'anonymat, un responsable de Shell Petroleum Development Company (SPDC Nigeria, bien SPDC) a indiqué à l'AFP que le nom cité par le groupe armé dans sa revendication faisait «partie»

des deux sites où deux oléoducs ont été attaqués dans la nuit.

Le Mend, qui a lancé une «guerre du pétrole» le 7 juin et dit se battre au nom des populations pauvres du delta, avait affirmé avoir attaqué une installation offshore et qu'elle était en feu. Mercredi dernier, le Mend avait déjà annoncé une attaque à l'explosif contre un «important» oléoduc de Shell dans l'Etat de Bayelsa (sud). Depuis le lancement de son offensive il y a deux semaines, le groupe a multiplié les attaques qui, outre Shell, ont déjà visé l'italienne Agip et l'américaine Chevron.

Un oléoduc d'Agip dans l'Etat de Bayelsa a été saboté, entraînant une perte de production équivalente à 33 000 barils/jour de brut et à deux millions de mètres cubes de

gaz par jour, selon le groupe ENI.

Quant à Chevron, le Mend a de nouveau menacé la compagnie dont, selon le mouvement clandestin, une piste d'aéroport a été utilisée par les forces aériennes nigérianes «pour lancer des attaques et bombarder des communautés civiles» dans l'Etat du delta.

«Chevron a fait la même erreur que Shell contre les communautés ogoni et payera un prix deux fois plus élevé», a averti le Mend hier.

Si le Mend s'en prend à tour de rôle aux multinationales présentes dans le delta, Shell est sa cible de prédilection depuis début 2006, avec pour résultat une baisse très importante de sa production pétrolière et gazière. Jeudi dernier, la compagnie a ainsi annoncé avoir déclaré l'état de force majeure pour son terminal d'exportation de Forcados à compter du 16 juin, entraînant la non-garantie des livraisons du reste du mois et de juillet. Shell a expliqué avoir pris cette décision en raison de retards

causés par des dégâts sur un oléoduc majeur, le Trans-Escravos, attaqué début mars par des inconnus. En raison de ces violences à répétition dans cette région clé pour le Nigeria qui en tire plus de 90% de ses devises, la production pétrolière a chuté d'environ un tiers depuis 2006, passant de 2,6 millions de barils par jour alors à environ 1,8 million b/j actuellement.

Depuis quelques semaines, la situation s'est sensiblement radicalisée dans la région. Suite à l'enlèvement de plusieurs de ses hommes, la force mixte police-armée (JTF) a lancé en mai une vaste offensive pour «chasser» les groupes armés du delta.

Conséquence de ce regain d'activité et de la radicalisation des autorités nigérianes, les cours du brut sont rapidement repartis à la hausse vendredi à

New York, le baril a renoué avec les 72 dollars dans un marché inquiet de la situation dans ce pays ouest-africain.